

ECONOMIE GENERALE

« PEUT-ON ACCREDITER AUJOURD'HUI LA LOI DE J. B. SAY SELON LAQUELLE CHAQUE PRODUIT CREE SON PROPRE DEBOUCHE ? »

Introduction

1. Après le déni de la théorie keynésienne au cours des années 1970 et l'avènement de l'économie moderne néoclassique, la réflexion et les politiques économiques menées se sont davantage orientées vers une économie de l'offre. Cette nouvelle position semble redonner une place crédible à la célèbre loi des débouchés de J. B. SAY.
2. Si l'on en croit celle-ci, *un produit terminé offre dès cet instant un débouché à d'autres produits pour tout le montant de sa valeur*. Il n'existe alors aucun problème d'ajustement entre l'offre et la demande, aucune crise de sur ou de sous production ne peut exister. Il ne peut y avoir de déséquilibre général, mais uniquement des déséquilibres sectoriels et l'équilibre général sera toujours atteint entre l'offre globale et la demande globale.
3. Dans ces fondements théoriques, la loi de J. B. SAY, comme tout modèle classique, prend pour hypothèse la neutralité de la monnaie. Ainsi, le revenu tiré de la vente d'un produit sera immédiatement utilisé pour l'achat d'un autre produit, ce qui, par comparaison des prix relatifs des biens entre eux, permettra d'ajuster offre et demande globale. Il semblerait que le contexte économique actuel puisse valider empiriquement cette thèse. Mais, d'autres paramètres de l'échange ont été écarté du modèle, autant de facteurs qui peuvent constituer des points de blocage à la validation empirique de la loi des débouchés.
4. La première partie présente les fondements et apports de la loi des débouchés et son actualité avant d'analyser dans une seconde partie les limites de la démonstration de J. B. SAY.

I- Fondements et apports de la loi des débouchés

1- La loi des débouchés et ses implications

1. Les fondements de la loi de J. B. SAY : le pouvoir d'achat dégagé de la vente d'un produit crée un débouché pour d'autres produits : l'offre génère sa propre demande à un niveau général dans l'économie. Il y a une équivalence comptable entre la somme des ventes et la somme des achats. Cette loi correspond à un système d'équilibre général.

Le cycle concerné : achat de capital et de travail – production – vente – achat d'autres biens – débouchés pour le produit en question !

2. Une situation de troc généralisé conduisant à l'équilibre : dans la loi des débouchés, la monnaie n'est qu'un moyen d'échange, les sujets économiques qui agissent rationnellement

ne désirent pas de la monnaie pour elle-même et ne détiennent pas, par conséquent, d'encaisses oisives (une des hypothèses fondamentales de tout modèle classique : *neutralité de la monnaie*). Si la monnaie est une simple unité de compte, les prix absolus en monnaie n'ont pas d'importance : seuls comptent les prix relatifs (comparaison du prix des biens entre eux). L'équilibre sur le marché des biens et du travail est assuré automatiquement. Il correspond à un optimum économique. Comme toute production suscite des revenus et que ceux-ci se transforment en demande, les crises prolongées de surproduction n'existent pas.

2- L'actualité de la loi des débouchés

1. L'internationalisation des marchés : les freins à la circulation des marchandises sont de moins en moins nombreux et la diversité des échanges qui en découle favorise les débouchés. On doit pouvoir alors créer un ajustement entre offre et demande globales ! La dynamique des marchés se trouve impulsée par une évolution des dispositifs de transaction et par une information plus complète sur les produits qui modifie les comportements des consommateurs. Dans une économie disposant de plus d'informations et de connaissances, le nombre des marchés possibles augmente.

2. La multiplication des échanges à partir des secteurs « moteurs » : les industries liées aux NTIC ont pris une importance croissante (notamment dans l'économie américaine). Cela exerce un effet d'entraînement sur le reste de l'économie puisque l'impulsion de ces échanges crée des débouchés pour d'autres produits. Le développement des infrastructures d'information et des services multimédia favorise directement des secteurs comme l'imprimerie et l'édition, le commerce, la finance, l'assurance et l'immobilier. Ces secteurs réforment profondément leurs modes d'organisation, ce qui renforce encore le potentiel de croissance des industries de l'information et de la connaissance.

II- La démonstration de J. B. SAY n'a qu'une portée limitée

1- Le principe de la demande effective

1. Le lien revenu-dépense : un producteur donné n'est pas sûr de trouver une demande correspondant à sa production. La demande effective ne se situe donc pas automatiquement à un niveau permettant d'atteindre le plein-emploi. Selon J. M. KEYNES, le revenu global procède des ventes. L'ordre des déterminations théoriques est ainsi renversé par rapport à J. B. SAY. C'est la dépense qui détermine le revenu, non l'inverse ! Dans le cas d'une importante innovation, il existe une incertitude radicale quant à son appropriation par le marché. Cette dernière dépend des exigences du marché, des fréquences d'utilisation, des conditions d'utilisations, tant d'informations *de facto* méconnues ! Se référer à J. A. SCHUMPETER : il n'est pas sûr que le nouveau produit trouve sa demande et encore moins que le débouché qu'il enclenche pour d'autres produits soit suffisant et/ou durable.

NOTE : on peut faire une parenthèse sur la *théorie des rendements croissants d'adoption*, les effets de club, les économies d'apprentissage, tous ces processus cumulatifs qui s'autoentretiennent (cf. A. YOUNG, 1928, sur les processus cumulatifs).

2. La demande anticipée : le niveau de la production décidé par les entrepreneurs dépend de la demande anticipée. Or, dans une société développée, la consommation croît moins vite que le revenu en vertu de la *loi psychologique fondamentale* de J. M. KEYNES (en effet, celui-ci n'augmente que si l'investissement croît encore plus vite). Dans ces conditions, l'investissement occasionne une production supplémentaire de biens de consommation qui ne trouve pas de débouchés !

2- La circulation monétaire

1. Le « voile » monétaire en question : il n'est pas sûr que le fruit de la vente serve à l'achat d'autres produits si la monnaie est détenue pour des motifs autres que l'échange, pour motifs de précaution et/ou de spéculation ; prendre également en compte la propension à épargner (cf. J. M. KEYNES). Le futur est artificiellement déprécié par le niveau anormalement élevé qui a caractérisé en moyenne les taux d'intérêt depuis vingt ans et par l'incertitude croissante de l'environnement qui peut pousser les agents à thésauriser (cf. J. P. FITOUSSI). On peut évoquer également le problème des taux de change dans nos économies modernes très ouvertes et intégrés avec le reste du monde.

2. L'économie de créanciers : l'épargne accroît l'incertitude sur le niveau et le volume de la demande. Selon J. P. FITOUSSI, *les entrepreneurs en sont réduits à chercher leur salut dans une autonomie financière accrue, en dégagant des marges de profit suffisantes pour autofinancer leur activité et, si besoin était, pour devenir eux-mêmes des créanciers. C'est l'origine du mouvement auquel on assiste un peu partout depuis le début des années 1990, et singulièrement en Europe. Les entreprises se désendettent et, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, constituent une capacité de financement excédentaire qui leur permet de passer dans le camp des créanciers* (FITOUSSI, J. P., (1996), « Le syndrome de la croissance molle », in *Politique Internationale*).

Conclusion

1. Grand apport de la pensée pendant la période classique, la démonstration de J. B. SAY a aujourd'hui encore un retentissement important. En effet, la forte libéralisation des économies mondiales, la volonté de se rapprocher du modèle de concurrence pure et parfaite par la forte internationalisation des marchés, la diminution de toute barrière aux échanges et la lutte contre les positions dominantes, doivent permettre de vérifier la réalité du modèle.

Peut-on accréditer aujourd'hui la loi de J. B. SAY selon laquelle *chaque produit crée son propre débouché* ?

Mais, le modèle est incomplet : il oublie deux principes essentiels qui lui posent des points de blocage : la demande effective et la question monétaire, notamment l'incertitude sur les marchés futurs engendrée par l'épargne.